

Deux entretiens avec Pierre Vermeren

Pierre Vermeren est professeur d'histoire du Maghreb contemporain à l'université Paris-I-Panthéon-Afrique du Nord, dont sept au Maroc, où il a été professeur d'histoire (1996-2002). Il a écrit plus d'une dizaine de livres consacrés au Maghreb, au Maroc et à leur histoire. Ses deux derniers livres s'intitulent *Le Choc des décolonisations. De la guerre d'Algérie aux printemps arabes* (Odile Jacob, 2015) et *La France en terre d'islam. Empire colonial et religions XIX-XXe siècles* (

Pierre Vermeren : Au cœur des réseaux djihadistes européens, le passé douloureux du Rif marocain

LE MONDE | 23/03/2016 | Propos recueillis par Nicolas Truong

Pierre Vermeren, comment expliquez-vous que Bruxelles soit devenu le foyer du djihadisme en Europe ?

La Belgique, qui n'a aucun passé colonial arabo-berbère, a accueilli une immigration marocaine en provenance du nord de la France, quand les mines et la sidérurgie ont cessé de recruter, avant de licencier. Les Rifains, Berbères du Rif, montagne méditerranéenne qui fut colonisée par l'Espagne, ont constitué le principal vivier de cette migration.

Les régions méditerranéennes pauvres ont exporté leur population, comme les Siciliens aux Etats-Unis, ou les Rifains en Espagne, dans le Nord-Pas-de-Calais, en Belgique et aux Pays-Bas. Il y a 700 000 musulmans d'origine en Belgique, dont 500 000 Rifains d'ascendance. Après la crise des houillères françaises et belges, ils ont migré vers les banlieues des grandes villes (Anvers, Roubaix, Bruxelles, Amiens, Liège, Rotterdam), rejoints par les populations chassées du Rif par Hassan II, après les émeutes d'Al-Hoceïma en 1984.

A Bruxelles, ville très riche aux particularités administratives, ils ont constitué des communautés denses, livrées à tous les vents de l'économie criminelle, de la pauvreté et de la mondialisation. Les prédicateurs saoudiens et iraniens se sont alors intéressés à eux. A l'abri des polices françaises et marocaines, ils ont converti une partie de cette jeunesse exaltée et dissidente, viscéralement hostile au makhzen d'Hassan II. Au Maroc aussi, on redoute les Rifains, incontrôlables et rebelles, tant dans leur culture politique que religieuse. Quant à Molenbeek, une poignée de prédicateurs particulièrement efficaces y ont été à la manœuvre.

Dans quelle mesure la déculturation de Marocains venus du Rif a-t-elle été un facteur de leur radicalisation ?

L'histoire des Rifains au XXe siècle est une succession de tragédies. Méconnue, elle doit nous aider à comprendre la violence et l'indifférence à la mort d'une partie de sa jeunesse. Partons du Maroc chérifien, qui n'a jamais pu contrôler cette région tribale de contrebandiers et de bergers. La colonisation espagnole est officielle en 1912, mais la conquête débute en 1920. Mal en prend aux Espagnols vaincus à Anoual, où ils perdent, en juillet 1921, des milliers d'hommes et d'armements. C'est le début de la guerre du Rif. Les Rifains sont écrasés par cinq ans de bombardements au gaz sarin donné par l'Allemagne, en vain. Abdelkrim s'en prend au Maroc français en 1925, début de la phase française de la guerre. Elle donne la victoire à Pétain, débarqué avec des centaines de milliers de soldats.

En 1936, Franco déclenche la guerre civile espagnole depuis Melilla, et ses régiments rifains constituent la colonne vertébrale de son armée. Passé la guerre et l'indépendance en 1956, les Rifains, qui sont souvent saisonniers en Algérie française depuis le XIXe siècle, se voient interdire l'accès à l'Algérie. Ils se soulèvent en 1958 et 1959 contre Rabat, dont ils refusent la tutelle. La répression maroco-française est terrible, le Rif recevant du napalm. Vaincu et puni par Hassan II, le Rif ne reçoit aucun investissement jusqu'à la mort du roi en 1999.

Les Rifains ayant le privilège de cultiver le kif, il leur reste deux choses à faire : émigrer et trafiquer. Les chimistes de la « French connection » leur apprennent à fabriquer la pâte base du haschisch dans les années 1970, ce qui annonce quarante ans de trafic. Le Rif et ses communautés migratoires deviennent la première filière mondiale de production et de distribution de cette drogue. Ce commerce suit les communautés en exil, de l'Algérie aux Pays-Bas, en passant par l'Espagne, la France et la Belgique.

Radicalisés, ruminant leur malheur, hostiles au makhzen et aux anciens Etats coloniaux, cultivant la mémoire d'Anoual et d'Abdelkrim, les Rifains s'enferment dans leur langue propre, dans leurs familles et dans leur clans, dans leurs réseaux marchands et mafieux. Quand Mohammed VI se tourne vers eux au début de son règne, il est bien tard.

Pourquoi ont-ils échappé à la surveillance de la police française comme à celle des services marocains ?

Dans le Rif, il y a toujours eu des familles et des clans ayant fait allégeance au makhzen. En outre, la police et l'armée marocaines contrôlent plus ou moins certains réseaux. En France, la police et les services de renseignement, qui travaillent main dans la main avec les Marocains, ont une bonne connaissance des réseaux. Il n'en reste pas moins que les polices française et espagnole sont obligées de sous-traiter, ne serait-ce que parce que personne ne parle plus les langues berbères en France... sauf à recruter des natifs, ce qui se fait. Il en va de même en Espagne, où, depuis Melilla (où vit une majorité de Rifains très hostiles à Rabat), la police garde une bonne connaissance du Rif. Mais, en Belgique, tout cela s'est arrêté à la frontière.

Les Belges n'avaient aucune connaissance préalable des Maghrébins et, soucieux de leur souveraineté, ils n'ont pas laissé les policiers français et marocains surveiller leurs immigrés. Cela se comprend, mais la Belgique est devenue une sorte de trou noir sécuritaire, tant au plan du trafic de drogue que de la radicalisation religieuse. Peinant à infiltrer des communautés rifaines cimentées par l'omerta et par une méfiance viscérale envers l'extérieur, les Belges n'ont rien vu venir.

La classe politique belge, aussi indifférente que la française aux questions religieuses, a laissé prêcher Iraniens et Saoudiens... estimant que l'on pouvait traiter socialement et politiquement la question, grâce à des élus communautaires. La Belgique n'a pas réuni les moyens que les Néerlandais ont mis en œuvre pour intégrer leurs immigrés.

Comment la Belgique et l'Europe auraient-elle pu endiguer la montée de l'extrême violence sacrificielle d'une partie de sa jeunesse ?

Il semble que la politique mise en œuvre aux Pays-Bas ait fonctionné, sauf à ce que les faits nous contredisent. Peut-être faut-il observer ce qu'ils ont fait, mais les Pays-Bas sont riches, et les Rifains moins nombreux et moins concentrés qu'en Belgique. Laisser les communautés immigrées aux

mains des prédicateurs salafistes (et même chiites !) a été catastrophique.

Plusieurs instances religieuses internationales très riches œuvrent continuellement depuis les années 1970 à la radicalisation de la jeunesse musulmane dans le monde. Une partie des pétrodollars du Golfe, qu'ils soient saoudiens, iraniens, qataris ou autres, est consacrée à la prédication mondiale du salafisme. L'Arabie saoudite a financé la construction de milliers de mosquées dans le monde, où elle place ses prêchers wahhabites et leurs alliés salafistes, le Qatar et la Turquie d'Erdogan font de même avec les Frères musulmans, et l'Iran avec les siens.

Même le Maroc d'Hassan II s'est laissé piéger jusqu'aux attentats de 2003... Car, derrière les mosquées, il y a les télévisions, les sites Internet, les livres et les DVD, exportés par centaines de millions... Pour les Frères ou les wahhabites, si Dieu a donné le pétrole aux Arabes, c'est à cette fin de prédication et d'islamisation. Cela peut nous paraître absurde, mais c'est ainsi.

Cette industrie de la radicalisation finit par rencontrer des jeunes assoiffés d'idéal, et facilement culpabilisables. Les prédicateurs expliquent aux délinquants qu'ils doivent racheter leurs péchés par de bonnes actions, et aux jeunes insérés qui fréquentent des Européens, boivent ou vivent en Europe, qu'ils sont de mauvais musulmans, mais qu'eux aussi peuvent racheter leurs péchés. Dieu sera miséricordieux s'ils reviennent à la foi, etc. En bref, il serait urgent de former des personnels culturels tenant d'autres discours et de contrôler les médias de la propagande salafiste.

Pensez-vous que cette radicalisation soit liée à l'onde de choc de la décolonisation ?

On a voulu voir la décolonisation comme la fin d'une époque, ce qui est le cas, mais c'est aussi le commencement d'une autre, dont nous ne cessons de ressentir les secousses. Les « printemps arabes » de 2011 ont démontré que les aspirations des peuples que l'on croyait libres depuis les années 1960, n'ont pas changé depuis un demi-siècle : liberté, dignité, école pour tous, travail et droits politiques. Car, si les Etats ont obtenu leur indépendance, ce ne fut nullement le cas des peuples, qui restèrent assignés à l'autoritarisme.

De ce fait, les peuples anciennement colonisés ont été constamment travaillés par des menées insurrectionnelles et des aspirations révolutionnaires : nationalisme arabe, tiers-mondisme, marxisme-léninisme, socialisme arabe, islam politique, salafisme et djihadisme... Toutes ces idéologies et ces mouvements ont essayé de renverser l'ordre établi par les dictatures militaires et les régimes autoritaires, qui étaient soutenus par les grandes puissances... et par la France. La guerre froide a servi de prétexte, avant de basculer dans la lutte contre le djihadisme au moment de la guerre civile en Algérie, après 1992. Le couvercle n'a cédé qu'en 2011, avant de sombrer dans le chaos au Moyen-Orient...

L'islamisation est-elle déjà à l'œuvre dans le processus de décolonisation ?

Toute cette histoire a produit des phénomènes contradictoires et synchrones : elle a projeté des millions d'immigrés vers l'Europe (quinze millions de Maghrébins, avec leurs descendants), dans des pays qui ne voulaient plus entendre parler des anciennes colonies et de leur histoire. Elle a nourri une contestation islamique de plus en plus radicalisée, alimentée par les pays du Golfe, et a trouvé dans un tiers-mondisme complaisant un fidèle compagnon de route. Celui-ci considérait en effet l'islam révolutionnaire comme un agent de libération des dominés.

Si l'on ajoute à cela le fait que nos élites politiques et intellectuelles ont jusqu'à nos jours regardé la

religion comme une affaire dépassée, voire, dans le cas de l'islam, comme un aimable folklore pourvoyeur de repas de ramadan et de calligraphie un peu étrange – occultant au passage notre passé et notre si longue expérience en terre d'islam –, on a laissé se mettre en place les circonstances et les conditions qui nous amènent à la situation présente.

L'Europe n'est donc pas sorti des fractures postcoloniales ?

La décolonisation a échoué trois fois : les Etats indépendants ont été incapables de réaliser le développement

Certains ont voulu racheter le péché colonial, jugé à juste titre comme une expérience traumatisante, qu'il fallait à la fois surmonter et réparer ; d'autres ont voulu repartir de zéro, comme si les peuples et les individus n'avaient ni mémoire, ni héritage culturel, ni ressentiment.

C'est sur fond de cette histoire complexe, couplée au rejet de notre expérience coloniale et à une longue amnésie, que la désintégration sociale a frappé, depuis la grande crise industrielle des années 1980, et dont le symptôme principal est la montée du chômage. Mais si cette désintégration n'arrange rien, elle ne fait, selon moi, que parachever un édifice miné.

Quelle est la vision du monde de ces jeunes radicalisés ? Comment, de Cologne à Molenbeek, éviter un choc des civilisations ?

La vision du monde des jeunes radicalisés est celle que leur inculquent leurs prédicateurs salafistes, sur fond de vision apocalyptique, manichéenne, de fin de l'Occident et de triomphe de l'islam. Il ne faut pas trop chercher à négocier avec ces visions religieuses, car elles sont à l'opposé de nos préoccupations et de notre vision de la politique et des rapports sociaux. C'est vrai qu'en ce sens c'est moins un choc des civilisations que des imaginaires et des mondes.

La pensée radicale religieuse, millénariste en l'occurrence, est un absolu qui ne cherche aucun compromis avec ses ennemis supposés et avec le monde réel. De ce fait, les radicalisés seront très difficiles à ramener à la raison, car leur croyance ne tient pas compte du réel. Mais ils ne représentent qu'une fraction, pas si infime qu'on veut bien le dire cependant, des populations musulmanes d'Europe ou du Moyen-Orient.

Comment peut-on, alors, lutter contre ce phénomène ?

En revanche, ce sur quoi on peut travailler en France, c'est d'une part à la fabrication d'un islam endogène, financé sur place, parlant notre langue, et avec des imams formés par les musulmans de France (ou d'Europe), dans un cadre laïque, et d'autre part à l'éducation et à la formation des plus jeunes. Elle devrait être prioritaire.

L'intégration passe aussi forcément par une excellente maîtrise de la langue et des référents culturels, ce qui est le cas de mes étudiants, mais pour combien d'échecs... Je déplore qu'on manque incroyablement d'ambition scolaire, que l'enseignement soit professionnel ou intellectuel. C'est comme si les élèves étaient de moins en moins intelligents. Ce n'est évidemment pas le cas, mais on semble avoir renoncé à être exigeant à l'école pour ne pas pénaliser les défavorisés. En fait, on les enfonce, et on les pousse parfois vers l'obscurantisme ou l'aventure sans retour.

Pierre Vermeren: «La Belgique a laissé salafistes et wahhabites faire leur apostolat»

30 MARS 2016 | MEDIAPART PAR RACHIDA EL AZZOUZI

L'histoire, les origines et les activités de beaucoup de Marocains installés en Belgique expliquent comment le quartier de Molenbeek, dans l'agglomération bruxelloise, a pu devenir un sanctuaire de l'islam radical, selon l'historien Pierre Vermeren. Explications sur cette immigration venue de la région du Rif, au Maroc, et sur le poids de l'«économie du haschich».

Pur comprendre comment Molenbeek est devenu un « foyer » européen de l'islam radical, au-delà des causes socio-économiques, il faut aussi reprendre l'histoire de l'immigration marocaine en Belgique, du premier accord bilatéral de recrutement de main-d'œuvre entre la Belgique et le Maroc, il y a un demi-siècle, à aujourd'hui... Cette histoire passe par le Rif, cette région du nord du Maroc pauvre et surpeuplée d'où viennent, pour ne citer que quelques exemples, la famille des frères Abdeslam (Bouyafar, près de Nador) ou encore les suspects Ahmed Dahmani (Al-Hoceima) et Ayoub Bazarouj (Beni Oulichek)...

Totalement laissé à l'abandon par le royaume chérifien, le Rif est aussi un narco-État, le grenier à cannabis de l'Europe. Et la Belgique, sa principale plaque tournante. C'est le point de vue de l'historien Pierre Vermeren. Selon ce spécialiste des mondes arabe et nord-africain, professeur d'histoire contemporaine à Paris I-Panthéon-Sorbonne, qui a vécu au Maroc, en Égypte et en Tunisie, une partie des Rifains de Belgique (500 000 sur 700 000 musulmans d'origine) a été livrée aux prédicateurs salafistes, ouvrant la voie à la radicalisation.

Entretien avec cet auteur de nombreux ouvrages dont *Le Choc des décolonisations, de la guerre d'Algérie aux printemps arabes* (Odile Jacob, novembre 2015) et *La France en terre d'islam, Empire colonial et religions XIX-XXe siècles* (Belin).

« L'histoire, l'origine et les activités des Marocains de Belgique expliquent le sanctuaire salafiste de Molenbeek », dites-vous...

La majorité des immigrés « musulmans » du Benelux vient du Rif, à la suite des mineurs qui se sont installés dans le nord de la France dès les années 1950. Une partie de leurs descendants, faute d'emploi et de formation adéquate, se sont adonnés au trafic de haschisch, cultivé au pays, et certains ont versé dans le radicalisme religieux. Pourquoi ?

Le Rif est une montagne méditerranéenne au nord du Maroc à l'histoire chargée. Les Rifains d'Europe constituent une diaspora de plusieurs millions de personnes, souvent liées à leur terre d'origine. Cet archipel migratoire va des présides espagnols du Maroc aux Pays-Bas, en passant par l'Espagne (Andalousie et Madrid), la France (Nord-Pas-de-Calais et Corse), la Belgique (Anvers, Bruxelles, Liège) et les Pays-Bas (Rotterdam), avec des connexions en Italie.

Souvent très remontés contre leur pays et sa monarchie, les Rifains se perçoivent comme un peuple à l'histoire tragique, une tragédie imputée au Maroc, à l'Espagne et à la France. De culture tribale et clanique, patriarcale et conservatrice au plan religieux et des mœurs, ils pratiquent le berbère du Rif, et les langues de la diaspora. Cela rend leur surveillance par les polices des divers pays très complexe. Après la crise du charbon et de l'acier, cette migration, renforcée après les émeutes de Tétouan-Al-Hoceima en 1984, s'est dirigée vers les villes, pour former de compacts îlots de peuplement : Amiens, le pays lensois, Roubaix, Bruxelles, Anvers, Rotterdam...

Le commerce et la distribution du haschisch, produit dans le Rif par leurs cousins et clans, sont très rentables. Cette activité très structurée est un facteur d'enrichissement, mais aussi d'enfermement et de marginalisation. Comme ses sœurs méditerranéennes, la mafia rifaine et ses connexions utilisent des structures anthropologiques propres. Religiosité, omerta, révolte politique, sentiment d'injustice et de culpabilité, structures mafieuses, révolte contre l'islam à la marocaine, mauvaise intégration, réseaux transnationaux, refus des États... Tout cela a préparé la bascule dans le radicalisme religieux.

Tandis que les Belges laïcs les laissaient tranquilles, les Rifains de Belgique, hostiles aux imams et policiers marocains, sont devenus une terre de mission des prédicateurs du Moyen-Orient, Frères musulmans comme dans le Nord-Pas-de-Calais, chiïtes, salafistes, wahhabites, déterminés à implanter l'islam radical en Europe. Lorsque la guerre en Syrie a débuté, les structures étaient en place. Restait à parfaire la « formation » de cette jeunesse au djihad.

Mais analyser le cas Molenbeek à travers le prisme du Rif et de l'histoire de l'immigration marocaine en Belgique, n'est-ce pas réducteur, au risque de stigmatiser une population, une région ? Comme de faire de Molenbeek le temple du djihadisme européen. Les chemins qui mènent au terrorisme sont complexes et pluriels, comme les profils, qui vont du musulman très pauvre au converti classe moyenne. C'est d'abord une conjonction de causes sociales, économiques, politiques, sociétales...

Cette histoire n'a pas de causalité simple. Mais le djihadisme et les chefs de l'État islamique sont très opportunistes. Ils se saisissent des histoires individuelles et collectives, récupèrent des types fragiles et isolés, mais aussi des bandes de délinquants, des intellectuels en rupture de ban, des illuminés, des fanatiques, etc. Peu importe, dès lors que cela alimente leur combat. La bande de Molenbeek, composée de dizaines d'hommes et responsable des attentats de novembre 2015 à Paris et mars 2016 à Bruxelles, n'a pas été forgée par l'État islamique. Elle préexistait, mais s'adonnait à la délinquance. Infiltrée par des prédicateurs convaincants, comme Khalid Zerkani, elle s'est muée en réseau djihadiste.

Pour les familles des criminels, traumatisées par ces événements, il y a une nécessité de comprendre. Ce n'est pas en cachant les origines des djihadistes que les choses s'amélioreront. Il faut dresser l'archéologie de cette rage qui s'est transmise à tant de jeunes Rifains, contre les États marocain, français et espagnol, et maintenant, j'allais dire presque par hasard, contre la Belgique. J'ai reçu de nombreux témoignages de bienveillance et d'amitié de Rifains d'origine, sensibles au fait qu'on parle enfin de leur histoire traumatisante. Comment une cause politique moyen-orientale a-t-elle détourné à son profit les cerveaux de tant de jeunes gens, sans faire avancer d'un pouce la cause du Rif et de son peuple ? L'intelligence collective doit faire la part des choses.

Aussi conservateurs et religieux que soient une partie d'entre eux, les Rifains apparaissent pourtant, au Maroc, plutôt imperméables à l'islamisme. Quand on observe les résultats électoraux dans le Rif, les islamistes percent peu, notamment parce qu'ils font de la langue arabe leur pierre philosophale et que dans cette région, on défend exclusivement et ne parle très souvent que la langue berbère. La radicalisation touche avant tout ceux qui appartiennent aux dernières générations de la diaspora, nés ou venus enfants en Europe. Comment l'expliquez-vous ?

La perméabilité à l'islamisme est complexe. Ses idéologues expliquent aux Berbères qu'ils appartiennent à la jahiliya, les temps préislamiques, et qu'ils doivent s'arabiser. Or non seulement le rifain est leur fierté, ce qui subsiste de leur autonomie historique – comme en Corse ou en Kabylie –, mais le Maroc indépendant, jusqu'à ces dernières années, n'a pas créé les écoles qui auraient arabisé la population. Les 3 ou 4 millions de Rifains du Maroc, y compris dans la grande ville de Nador, aux portes de Melilla, restent berbérophones. C'est la région du Maghreb qui préserve le plus fortement sa langue berbère.

Deuxième problème, les partis islamistes marocains sont représentés par les élites arabophones honnies du Sud : Benkirane, leader du PJD et premier ministre, est un bourgeois de Rabat-Salé proche du makhzen, ce qui est rédhibitoire dans le Rif. Quant à la grande confrérie voisine des Berbères Beni Snassen, la Boutchichiya, elle est l'objet d'une lutte entre la monarchie et la confrérie Al Adl ou al Ihssane (Justice et bienfaisance), très arabisée. Les Rifains sont donc renvoyés à leurs saints locaux, à leur histoire, à leur héros Abdelkrim el-Khattabi et à leur langue. Dans le préside espagnol de Melilla, ils peuvent donner libre cours à leur amazighité, à leur hostilité au Maroc et à leur hispanité revendiquée, soutenue par la droite espagnole locale.

Mais tout change en Europe du Nord. D'un coup, ils deviennent des « Arabes », ou des « Marocains » aux yeux de leurs hôtes... Si cela ne gêne pas les plus âgés, cela finit par énerver et complexer les plus jeunes. Or les prédicateurs islamistes, qui ont eu libre accès à cette population sans imam, jouent sur cette corde sensible. Pour eux, arabisation et conversion ne font qu'un : ces jeunes sont appelés à la vertu, à la prière, à laver leurs fautes, à se consacrer à Dieu par de bonnes actions – le martyr étant l'apothéose –, à arrêter de fumer et de boire, et à apprendre l'arabe ! Imams saoudiens ou autres ont appris à ces jeunes des rudiments d'arabe lors des cours de Coran des mosquées.

Après un parcours de petite délinquance, voire de grand banditisme, le « retour à Dieu » et la montée au djihad se sont imposés à de jeunes Rifains de Belgique, à l'occasion de la guerre en Syrie. Les imams envoyés par Rabat, les indicateurs et policiers marocains n'ayant pas accès à ces populations, le processus a pu aller à son terme, même si les services marocains et français s'inquiétaient de longue date.

Vous posez la question taboue de l'économie de la drogue. Car le Rif est aussi le grenier à cannabis de l'Europe, au vu et au su de toutes les autorités, et la Belgique, sa principale plaque tournante. Mais peut-on vraiment faire un lien entre trafic de drogue et terrorisme ?

Les chiffres, les volumes, la chronologie et les acteurs sont connus, avec la bienveillance des États. Les polices arrêtent bien des dealers et des cargaisons, avec peut-être un peu plus de pression depuis quelques années, mais le trafic n'est pas sévèrement entamé. Avec près de 3 000 tonnes de résine de cannabis exportées annuellement, un chiffre d'affaires annuel de 10 à 12 milliards de dollars, une plantation de 70 000 hectares, et 90 % du haschisch en Europe de l'Ouest, de l'Espagne à la Belgique, cette région constitue la plus grosse zone de production mondiale. Complicités et corruption règnent autour de Gibraltar, conduites par de riches cartels, armés et dotés des moyens de transport les plus performants, qui placent leur argent en Europe pour préserver leur trésor de la prédation.

Cela ne dérange pas vraiment les États. Le Maroc bénéficie de retombées positives, et la

paysannerie du Rif mange à sa faim. L'Espagne reçoit investissements immobiliers et placements bancaires. La jeune République y a vu dans les années 1980 un moyen de calmer les forces de sécurité encore franquistes et les présides. Pour la France, c'est le moyen de stabiliser le Maroc, et de fournir subsides et activités aux quartiers d'immigration. Quant à la Belgique, elle ferme pudiquement les yeux, ses enfants, comme les jeunes Espagnols et Français, y trouvant une échappatoire au stress de la vie moderne !

À proximité des zones de consommation et de trafic du Nord-Pas-de-Calais et de Paris, à proximité des Pays-Bas et de l'Allemagne, desservie par les autoroutes françaises et les ports d'Anvers et Rotterdam, la Belgique est devenue une plaque tournante majeure de ce trafic. La connexion avec le terrorisme était-elle évitable ? Peut-être. Mais c'est grâce à ses réseaux structurés, presque militarisés quant à leur capacité à passer les frontières, à se déplacer incognito, à acheter et utiliser des armes, à recruter des hommes solidaires et fiables, que le djihadisme européen atteint ce degré de « réussite ».

Même les attentats de janvier 2015 à Paris, portés par de petits malfrats isolés, en quête de reconnaissance et d'identité, ne seraient pas sans lien avec les dernières affaires aux groupes nombreux, structurés et solidaires. L'État islamique ne s'y est pas trompé en leur confiant ses plus importantes opérations. La preuve avait été faite en 2004 à Madrid, l'attentat européen le plus meurtrier. Cela rappelle les Tchétchènes, peuple guerrier relégué et martyrisé par l'Histoire, montagnard et tribal, devenu le pire ennemi de la Russie, et une force de frappe de l'État islamique.

En Belgique comme en France, les pouvoirs publics n'ignorent pas l'étendue du trafic de cannabis, ses ramifications du Rif aux banlieues. Comme ils n'ignorent pas que dans de nombreux quartiers devenus ghettos, des mosquées sont livrées à l'emprise wahhabite. Est-ce du laxisme pour acheter la paix sociale, de l'aveuglement, un abandon réfléchi des plus défavorisés ?

On ne peut que le penser, mais je ferai une différence entre France, Angleterre et Belgique, et aussi entre cannabis et wahhabisme. La France est très proche du Maroc. Il y a un continuum entre élites françaises et marocaines, entre les armées et chefs d'État des deux pays. Vu de Paris, tout ce qui est bon pour le Maroc est positif. Personne ne se plaint de ce trafic considérable, la priorité étant la stabilité du royaume.

Quant aux cités, à la France et aux jeunes, le haschisch, son commerce et sa consommation, sont une manière de stabiliser les jeunes de banlieue, les réseaux et les grosses cités, et de calmer les ardeurs à la révolte. En 2005, lors des émeutes de banlieue, on nous a expliqué que les cités du trafic n'ont pas bougé, comme s'il était gage de stabilité. A-t-on jamais vu l'éducation nationale se plaindre de la consommation de haschisch des jeunes garçons, alors que tout prof un peu observateur assiste à ses ravages scolaires ?

Sur fond de délinquance s'ajoute la prédication religieuse. Aux yeux des élus et responsables politiques et administratifs, ignorants en matière d'islam, elle peut apparaître comme un sympathique exotisme, et le moyen de ramener l'ordre dans les quartiers livrés au chômage et à la délinquance. Ce cynisme est aussi une manière de fabriquer des clientèles électorales. En France, quand les Frères musulmans prennent en main une mosquée ou un quartier, ils instaurent leur ordre, dont pâtissent les libertés des filles et femmes : aller au café, sortir seule, s'habiller en jupe ou robe,

avoir de petits amis, ne pas être voilée, pour finalement se marier à un « Frère ».

Les « Frères » savent communiquer auprès des élus comme ils le font depuis des décennies dans les pays musulmans où ils ont rodé leur tactique. Contre la prédication libre, ils assurent l'ordre, nettoient le quartier, luttent contre la petite délinquance de rue et garantissent des voix aux élus, contre la promesse d'une mosquée ou d'une salle. Nombre de maires ou députés des deux bords leur doivent leur élection. Ce cercle vicieux dépasse le cas des Rifains.

Pourtant, la France a un très long passé avec l'islam, et il y a suffisamment de musulmans d'origine, laïcs ou laïcisés, pour comprendre ce qui se passe. Mais le carriérisme des politiciens l'emporte. En Belgique et en Angleterre en revanche, je pense que les élus et les administrations n'ont rien vu venir. Au nom de la liberté absolue d'expression en Angleterre, ils ont laissé les islamistes les plus radicaux prospérer jusqu'en 2005, et peinent à faire machine arrière, car le communautarisme est roi.

Quant à la Belgique, avec ses 500 000 Rifains sur 700 000 musulmans d'origine, elle a laissé salafistes et wahhabites faire leur apostolat. Tant que l'islam, y compris le plus radical, est perçu comme un aimable folklore, quand bien même il remet en cause les libertés et droits fondamentaux, notamment des femmes et des enfants, les conséquences dans les pays laïcs seront dramatiques. Dans tant de villes, on voit des petites filles prépubères voilées à la mosquée le week-end, ce que je n'ai jamais vu en sept ans de Maroc.

Le royaume chérifien est tout aussi coupable en ouvrant un œil et en fermant l'autre, entre répression et indulgence...

À Rabat, le trafic du haschisch est perçu comme un moindre mal : pourvoyeur de devises dans un pays qui en manque cruellement, mais aussi de stabilité dans le Rif, une région rebelle, et d'emplois dans le nord du pays et dans l'émigration. Sous Hassan II et Jacques Chirac, il n'était pas question de le remettre en cause, à charge pour les polices de maintenir un semblant d'ordre. À la fin des années 1990, quand les satellites de l'Union européenne ont détecté que la plantation rifaine débordait sur le Moyen Atlas avec 140 000 hectares, l'armée marocaine a détruit 70 000 hectares pour rapatrier la production dans le Rif. Cela n'a pas traîné. Depuis, c'est le statu quo.

Tout le monde se satisfait de la situation. Certes, après les attentats de New York en 2001, le trafic à travers le détroit de Gibraltar s'est arrêté d'un coup pour trois mois, alors qu'on en était à 200 000 passages clandestins annuels, avec armes, drogue et corans. C'est la preuve que les États pourraient tout arrêter. On observe bien, depuis dix ans, des interpellations de cargaisons et camions par les douanes et services de gendarmerie dans le nord du Maroc.

Mais ne s'agit-il pas d'abord de sanctionner des étrangers, qui peuplent la prison de Salé, ou les cartels ou familles qui refusent de rémunérer les intermédiaires et sécuritaires ? Les films Mektoub de Nabil Ayouch (1997) ou Gibraltar de Julien Leclercq (2013) ont illustré les modalités du trafic et la pratique des "cartels de la drogue" à travers le détroit. Des documentaires télévisés récents ont fait de même.

Dans Le Choc des décolonisations, de la guerre d'Algérie aux printemps arabes (Odile Jacob, 2015), vous soutenez que la crise qui frappe le monde arabe, dont les monarchies pétrolières du Golfe, provient de l'échec des indépendances accordées par les puissances coloniales. Les

États ont été libérés mais pas leurs ressortissants... Tout est lié ?

Le processus des décolonisations, conduit de manière désastreuse durant la guerre d'Algérie, a des conséquences de long terme. Les peuples arabes et berbères vivent depuis cinquante ans dans des États autoritaires. Certes, ces États sont libres en droit international, mais c'est la dictature en interne. Les Européens se sont engagés à ne plus mettre le nez dans leurs affaires intérieures, ce qui est normal après l'ingérence coloniale, mais fallait-il pour autant soutenir inconditionnellement les États ?

Que se soit pour se réconcilier avec les États « arabes » après la guerre d'Algérie, pour maintenir la stabilité en temps de guerre froide et leur éviter le communisme, ou pour conforter les régimes autoritaires contre l'islam révolutionnaire depuis 1992 et la guerre civile algérienne, les États européens, France en tête, ont soutenu et soutiennent tous les régimes en place ; une seule exception, quand la France se retourne contre Kadhafi puis contre al-Assad après les printemps arabes. Ainsi, depuis un demi-siècle, les élites dominées et une partie du peuple subissent en silence, ou s'adonnent aux idéologies révolutionnaires, nationalisme arabe, marxisme-léninisme, islamisme..., ou tentent de quitter leur pays pour être libres.

En 2011, le couvercle a cédé sous la pression des peuples, mais les séquelles de décennies de régimes militaires et dictatoriaux ne sont pas près de s'estomper. Car aucune culture démocratique n'a été diffusée dans ces pays depuis les indépendances. La Tunisie s'y essaye laborieusement depuis cinq ans, ce qui est remarquable mais très difficile.

Comment sortir de l'ornière de la radicalisation en Europe ?

C'est un programme politique pour une génération ! Il faut couper le mal à la racine, et exfiltrer les jeunes générations de ces maux. En même temps, il faut déradicaliser les esprits captés par le salafisme-djihadisme, ce qui sera long. Pour les jeunes, l'école doit avoir une ambition impitoyable. Il faut former à la lecture et aux sciences avec ambition, plutôt que de pleurer sur ces "pauvres petits enfants immigrés" en échec scolaire...

La colonisation n'a pas eu beaucoup de mérites, mais quand la III^e République implantait des écoles en Tunisie, au Maroc (très peu) ou au Sénégal, tout le monde était mis au latin, à la tragédie classique et à la poésie française, récitait et lisait en français, en latin et en arabe. Certes, cet enseignement était élitiste, mais penser que les cerveaux des petits élèves ne peuvent plus retenir quelques accents me paraît ridicule.

Une ambition de l'école doit être de faire lire les grands textes de la littérature et de la philosophie, pour préserver les jeunes de l'aliénation et de la séduction des démagogues. Ce n'est pas pour rien que Boko Haram et les talibans d'Afghanistan brûlent des écoles et égorgent élèves et professeurs. L'Europe devrait être exemplaire dans ce domaine.